

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

#7
OCTOBRE
2010

JEUNESSE EN GRÈVE JUSQU'AU RETRAIT !



DANS CE NUMÉRO

INTERVIEW D'UNE
MILITANTE
SUD-CORÉENNE p. 5

ROMS, POURQUOI TANT
DE HAINE? p. 8

LE 6 NOVEMBRE
POUR LE DROIT À
L'AVORTEMENT p.9

DOSSIER :
LES ROUAGES
DE LA RIGUEUR
p. 10-14

VIRONNS SARKO ET SON GOUVERNEMENT



PÉROU : BLOCAGE CONTRE BARRAGE

Un projet de barrage d'irrigation à Espinar, dans le sud du Pérou, soulève une vague de mobilisation exceptionnelle. Il permettrait une agriculture plus intensive, pour augmenter les exportations vers les pays riches, au détriment des cultures de subsistance. Il risque même de réduire l'approvisionnement en eau de la région.

Du 12 au 16 septembre derniers, des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre, faisant un mort du côté des manifestants. La semaine suivante, la grève générale s'est étendue à presque tout le sud-est du pays. Les manifestants, ouvriers, paysans et étudiants, ont investi l'aéroport, forçant sa fermeture pendant plusieurs jours.

Amnesty International dénonce de graves violations des droits humains, alors que le président péruvien - l'un des plus soumis aux États-Unis de toute l'Amérique latine - a approuvé une loi autorisant l'armée à intervenir en cas de troubles civils.

RETRAITES : C'EST BON POUR LE MORALES

À contre-courant de tous les pays qui augmentent l'âge de départ à la retraite et le temps de cotisation, le gouvernement bolivien s'apprête à faire voter une loi sur les retraites qui abaissera l'âge de départ de 65 à 58 ans, et 56 ans pour les mineurs.

En 2008, il avait instauré une pension « dignité » pour les retraités vivants sous le seuil de pauvreté, financée par les revenus du gaz et du pétrole. Les capitalistes du pays et l'ambassade des États-Unis avaient tenté de déclencher un coup d'État. C'est la mobilisation populaire qui avait permis de l'empêcher.

Encore une fois, le rapport de force paie !

RAPPORT DE L'OCDE : AUGMENTEZ LES FRAIS D'INSCRIPTION À L'UNIVERSITÉ !

« Les pays d'Europe continentale risquent de perdre leur potentiel économique de long terme si leurs dépenses par étudiant - et donc les frais d'inscription - n'augmentent pas », avertit un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), cité par Latribune.fr. Pourtant, ces dépenses ont progressé de 12% entre 2000 et 2007. C'est certes moins que d'autres pays, puisque la France dépense 12 700 dollars par étudiant, contre 27 000 aux États-Unis.

Outre l'augmentation des frais d'inscription, l'OCDE recommande plus de financements privés...

Et sinon, taxer les profits, on y a pensé ?

RÉPRESSION CONTRE L'EUROMANIF DU 29/09

C'est dans un climat très particulier que s'est déroulée l'Euromanifestation anti-rigueur du 29 septembre à Bruxelles. Avant même le départ de la manif, la police belge a procédé à une véritable rafle sur la majorité des jeunes aux alentours.

Les médias ont annoncé 220 arrestations. En réalité, ce sont plus de 4000 personnes qui auraient été interpellées, et plusieurs dizaines de blessées. Un niveau de répression impressionnant où le simple fait de porter un drapeau NPA était considéré comme un trouble à l'ordre public ! On en viendrait presque à penser que les gouvernements européens craignent de plus en plus la riposte des jeunes et des travailleurs partout en Europe. Pour finir, il y a bien eu un cortège jeune... En cellule !

Ben et Nim (Lille)

**CRIMINALISER LA MISÈRE, ÉTOUFFER LA RÉSISTANCE !**

Dans l'ombre de la contre-réforme sur les retraites un autre texte législatif donne toute la mesure de la politique du gouvernement : la loi LOPPSI 2.

Ce projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure s'attaquait déjà gravement aux droits et aux libertés, lorsqu'il avait été voté en première lecture à l'Assemblée. Il doit y repasser début octobre, après un passage au Sénat qui a durci le projet.

Qu'il s'agisse de l'extension des peines planchers aux auteurs d'un premier délit, de la comparution immédiate pour les mineurs, l'aggravation de la durée des peines incompressibles, des mesures encore plus répressives pour les étrangers, des dispositifs expéditifs pour déloger les gens du voyage, les habitants d'abris précaires... La Loppsi 2 est une machine liberticide destinée à davantage contrôler, surveiller, pénaliser, réprimer, fichier.

C'est une façon de revenir sur beaucoup d'acquis qui avaient été gagnés par les luttes passées. On passe d'une gestion

sociale de la misère à une gestion sécuritaire. On supprime des allocations, on construit des prisons, on supprime des assistants sociaux, on embauche des flics et on installe des caméras...

Le vote de cette loi se fait dans un contexte où le gouvernement tente par tous les moyens de réprimer les mouvements sociaux combatifs. Depuis juin dernier, les procès s'enchaînent. Ce n'est pas un hasard si on ressort maintenant toutes ces vieilles affaires qui traînaient dans les tiroirs des tribunaux. Tous y passent : militants anti-nucléaire, syndicalistes radicaux, faucheurs volontaires, militants lycéens et étudiants, squatteurs...

Il y a une volonté politique de briser toute résistance à l'action du gouvernement. Une manière pour le gouvernement de s'attaquer à la mobilisation contre sa réforme des retraites en s'en prenant à tous ceux qui osent s'organiser pour défendre nos droits... Montrons que ça ne marche pas : lançons la riposte sur tous les fronts !

Pavel (Bordeaux)

SOMMAIRE

Sur le Vif Page 2

International Pages 4-5
Europe, Argentine.....4
Corée du Sud.....5

Retraites Page 6

Education Page 7
Brèves, IFSI

Société Pages 8-9
Roms, RSA, UNEDIC.....8
Féminisme, Existrans.....9

Dossier:
De la crise à la rigueur

Ça ne fait que commencer, C'est quoi la rigueur?..10

L'austérité en embuscade11

Théorie : Les rouages de la rigueur.....12-13

Thatcher et la grève des mineurs.....14

Culture Page 15
Hors-la-loi de R. Bouchareb, Le nationalisme algérien et la lutte de libération nationale

Le journal intime de... Benjamin Lancar Page 16

EDITORIAL

SARKOZY A PEUR...

Qu'est-ce qui effraie le chef de l'État ?

Pas la gauche institutionnelle qui prépare 2012 en expliquant qu'il faudra continuer dans la même voie pour sauver le capitalisme de sa crise. À l'étranger, ce sont aussi les sociaux-démocrates qui mènent les attaques contre les jeunes et les travailleurs, contre les salaires, les emplois, les retraites. Dans l'État espagnol, le « socialiste » Zapatero a dû affronter la première grève générale de son mandat, tout comme son camarade Georges Papandréou, en Grèce, il y a quelques mois. Et au niveau mondial, c'est l'un des prétendants à l'investiture socialiste, Dominique Strauss-Kahn, qui orchestre les politiques d'austérité avec le FMI.

Ce n'est pas non plus la concurrence à droite qui terrifie Sarkozy. Bien sûr, Villepin, Bayrou, Morin, Borloo, Boutin, Copé... Tout le monde veut prendre sa place ! La droite en ce moment c'est le bordel comme la dentition d'Abou Anas al-Chanqiti, le dirigeant d'Al Qaïda au Maghreb islamique. Mais Sarko sait réunir son camp autour de l'attaque contre les retraites, l'un des plus importants acquis des luttes ouvrières.

Non, si Sarko flippe un max, c'est parce qu'il sent un danger qui, contrairement aux attentats contre la tour Eiffel, n'a rien d'une fausse alerte. Les jeunes descendent dans la rue !

Le Canard enchaîné du 7 septembre a révélé une déclaration du Président de la République : « Il faut à tout prix éviter une mobilisation des jeunes. Pour un gouvernement, il n'y a pas pire qu'une jonction social-éducation. (...) [L]es lycéens et [l]es étudiants, il faut les surveiller comme le lait sur le feu. »

Mais l'UMP a dû être trop occupée à surveiller les casseroles qui s'accumulaient dans le dos de Woerth pour surveiller l'ébullition de la jeunesse.

Près de 3 millions le 7 septembre, 3 millions le 23, presque autant le 2 octobre, malgré l'absence d'appel à la grève... À l'heure où nous écrivons ces lignes, il faut attendre la grève du 12 octobre pour un nouvel affrontement d'ampleur. Des dates intermédiaires émergent dans plusieurs secteurs, dans certaines régions. Tout montre qu'un mouvement victorieux est possible !

Cependant, rien n'est gagné. Ce n'est pas la stratégie des journées d'action sans lendemain qui nous permettra de faire plier Sarko. Elles risquent d'épuiser les manifestants et les grévistes sans bloquer l'économie ni faire reculer la classe dominante.

Alors après le 12, il ne faut plus s'arrêter, faire converger les grèves et les reconduire pour pouvoir l'emporter. Et c'est là que la jeunesse a un rôle à jouer, pour entraîner le reste de la société. Les jeunes scolarisés peuvent plus facilement se mettre en grève, car ils n'ont pas la pression de la perte du salaire. Les jeunes travailleurs n'ont pas sur les épaules le poids des défaites du passé. Ils n'ont pas le poids du crédit, des responsabilités familiales qui dissuadent de renoncer à une journée de salaire.

Donnons à Sarko des raisons d'avoir peur. Tous en grève jusqu'au retrait de la réforme !

La rédaction

EUROPE

LA FRÉNÉSIE DE L'AUSTÉRITÉ

Malgré la construction européenne, le capitalisme européen reste très hétérogène. L'Allemagne fonde sa puissance sur une balance commerciale très élevée, la France sur des secteurs énergétiques clés, l'Angleterre sur le poids de son système financier... Ce qui a par exemple engendré des réponses différentes sur la question du « prêt » à la Grèce en mai dernier. Mais quand il s'agit de mettre en place une politique d'attaques généralisées pour faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs, ces différences sont dépassées.

PARTOUT LES MÊMES PLANS

Depuis mars, le Portugal, la Grèce, l'État espagnol ont été touchés. Les mesures phares de ses plans d'austérité : le gel des salaires, voire leur réduction, dans la fonction publique, des réductions massives du nombre de fonctionnaires, des coupes dans les aides sociales, la réforme des retraites...

La réforme que nous combattons en France est le cheval de Troie du plan d'austérité à venir. Au Portugal comme au Royaume Uni, la privatisation du secteur de la santé s'amorce. En Italie et en Espagne, la rigueur a franchi un palier en s'attaquant méthodiquement à la destruction du code du travail. Les conditions de travail et salariales fixées jusqu'ici par des conventions collectives nationales seraient désormais déterminées par des accords séparés, de branche et surtout d'entreprises. L'individualisation du contrat de travail deviendrait la norme. Les licenciements seraient facilités... Il s'agit de toujours plus augmenter la marge des entreprises et de restaurer le taux de profit des capitalistes.

ARGENTINE

GRÈVE LYCÉENNE ET ÉTUDIANTE À BUENOS AIRES



Depuis le mois d'août, des milliers de lycéens et d'étudiants de la capitale argentine, ont entamé un mouvement contre les coupes budgétaires et le délabrement des établissements scolaires et universitaires : manque de chauffage, des systèmes électriques vétustes, des plafonds percés, des fenêtres cassées... Les bâtiments n'appar-

tiennent même plus à l'Éducation, mais sont loués à des propriétaires privés. La politique de rigueur contre l'Éducation a débuté pendant la dictature militaire de 1976-1983. Il s'agissait de soumettre l'enseignement au marché. Le système éducatif public, alors l'un des plus démocratisés de toute l'Amérique latine, s'est effondré au

DROITE LIBÉRALE, GAUCHE SOCIAL-LIBÉRALE, MÊME POLITIQUE ÉCONOMIQUE

En Grèce, le Pasok, équivalent du PS français, déclarait juste avant son élection il y a un an : « il y a de l'argent, on peut trouver de l'argent ». Deux mois après, il mettait en place un plan de rigueur sans précédent en collaboration avec le chef du FMI, le socialiste français Dominique Strauss-Kahn. Au Portugal et en Espagne, les partis sociaux démocrates ont fait exactement de même. L'alternance qu'on nous vend pour 2012, c'est une même politique de classe qui détruit les droits des travailleurs.

QUEL RÔLE POUR LES ANTICAPITALISTES ?

L'année dernière a été jalonnée de journées de grève générale d'ampleur en Grèce, en Italie ou en France rassemblant des millions de manifestants. Le 29 septembre avait lieu une journée européenne de mobilisation. Malgré 10 millions de grévistes en Espagne, cette date n'a pas été utilisée comme tremplin pour les mobilisations. Les directions syndicales sont déjà frileuses pour enclencher un rapport de force d'ampleur avec les capitalistes à l'échelle nationale, alors à l'échelle européenne n'en parlons pas !

La tâche des anticapitalistes est d'œuvrer à la convergence des mots d'ordre existant pour que les grèves reconductibles se multiplient, d'aller vers un refus des plans d'austérité partout en Europe, de faire émerger des cadres internationaux de fronts sociaux et politiques.

Romain (Nancy)

profit du privé, et l'accès à l'enseignement s'est refermé aux jeunes issus des classes populaires.

Le mouvement de cette année s'est structuré avec des occupations dans les facs et les lycées. Des expériences d'auto-gestion des lieux permettent d'entraîner les enseignants dans la bataille.

Le 16 septembre, jour anniversaire de l'assassinat de lycéens pendant la dictature – suivie d'émeutes qui avaient participé à la chute de la dictature – les jeunes ont manifesté devant le palais présidentiel. Face à eux, la mairie (conservatrice) et le gouvernement (centre-gauche) cherchent à minimiser les problèmes. Mais la jeunesse de Buenos Aires est déterminée et va chercher à entraîner celle du reste du pays pour forcer l'État à céder !

JB (92 nord)

CORÉE DU SUD

Depuis les années 80, on assiste au fulgurant développement économique du « pays du matin calme ». Après la chute du régime dictatorial mis en place après la guerre de Corée (1950-53), la Corée du Sud est rapidement devenue un pays fortement industrialisé. Depuis, les régimes autoritaires se succèdent malgré les révoltes populaires qui sont violemment réprimées. Une nouvelle crise sociale voit le jour à la fin des années 80 suite à la mort d'un étudiant au cours d'un interrogatoire de police, les grèves de masses qui en résultent conduisent à l'adoption d'une nouvelle constitution et amorcent un processus de

démocratisation.

En 1997, la Corée du Sud connaît une nouvelle crise politique avec l'adoption par le parlement d'une série de mesures de régression sociale. Une loi autorise les entreprises à remplacer les salariés grévistes par des intérimaires en cas de conflit social, facilite les licenciements et interdit temporairement la création de nouveaux syndicats. Les Coréens se sont mobilisés massivement contre cette attaque sans précédent.

Plus récemment, en 2008, le président nouvellement élu, Lee Myung-Bak a autorisé la reprise des importations de

bœuf américain, suspendues depuis 2003, après les craintes suscitées par la maladie de la vache folle. Les manifestations se sont multipliées et sept cents mille personnes se sont rassemblées dans les rues de Séoul tandis que des dizaines de milliers d'autres étaient mobilisées en province, malgré les violences policières et la répression. Devant l'ampleur de la contestation, le gouvernement a été contraint de démissionner. En 2009 et 2010, des salariés se sont mobilisés contre les licenciements dans leurs usines notamment à Valeo ainsi qu'à Ssangyong Motors où la lutte est toujours d'actualité et se durcit.

INTERVIEW:

NA-RAE, MILITANTE DE

SANOWI

PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS

SANOWI est un parti des travailleurs sud-coréens, créé en 2009. Nous avons interviewé Na-rae, 22 ans, étudiante à Séoul et membre de SANOWI depuis sa création.

L'ÉA : *Peux-tu revenir sur la situation politique et sociale récente en Corée du Sud ?*

NA-RAE : Début 2010, les ouvriers de l'usine Valeo de Chenoan (Province de Chungnam) qui produisent des systèmes thermiques pour les habitacles automobiles, se sont mis en grève pour refuser la fermeture de leur usine et leur licenciement économique. Valeo est une multinationale française d'équipements automobile, vieille de 87 ans, dont le siège est à Paris. L'entreprise a connu des pertes en 2009 mais recommence à faire du profit depuis 2010. Les salariés ont occupé l'usine pendant plus de sept mois, c'était une lutte exemplaire soutenue activement par la population. Les salariés grévistes ont fait le voyage jusqu'à Paris et campé devant le siège social de Valeo France durant plus d'un mois. Certains de nos camarades de Sanowi faisaient partie des grévistes et d'autres salariés nous ont rejoint après la répression du mouvement de grève.

La KCTU (Confédération Coréenne des Syndicats) a alors organisé des rassemblements syndicaux dans tout le pays en solidarité avec les travailleurs en lutte de Ssangyong Motors, malheureusement ces actions n'ont pas attiré beaucoup de monde. Cette lutte contre les plans de licenciements a eu une importance internationale.

L'ÉA : *Qu'est-ce que SANOWI ?*

NA-RAE : SANOWI est l'abréviation de « Comités pour la création d'un parti socialiste des travailleurs. » En 2009, plusieurs organisations se réclamant du socialisme se sont regroupées pour construire un nouveau parti visant à

organiser les luttes des jeunes et des travailleurs en Corée du Sud. Le parti s'est créé un peu comme le NPA en France, en appelant à la constitution de comités par zones géographiques et lieux de travail partout où cela était possible. L'idée était de créer une nouvelle structure qui soit le fruit du travail collectif de ses militants et réponde à leurs besoins, tous les membres du parti partageaient néanmoins des principes fondateurs communs : SANOWI est un parti révolutionnaire qui a pour but de renverser le système capitaliste et cela passe par un mouvement d'ensemble de la population. Il prône l'auto-organisation des travailleurs dans les luttes et dans une société future. C'est en mai 2009 que ce parti a officiellement vu le jour. Le parti est composé essentiellement de travailleurs, d'étudiants et de militants du mouvement social et associatif. Nous sommes surtout implantés dans la capitale, Séoul ainsi que dans les villes alentours.

L'ÉA : *Quelles sont vos principales campagnes ?*

NA-RAE : En ce moment, nous participons surtout aux luttes contre les licenciements qui ont lieu dans les usines telles que Valeo, Ssangyong et une filière de Hyundai, nous soutenons également la lutte des enseignants qui demandent la reconnaissance des travailleurs précaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Nous luttons aux côtés des militantes féministes qui demandent le droit à l'avortement interdit par le gouvernement Myung-Bak au prétexte d'un taux de fertilité insuffisant. Nous allons nous mobiliser contre la tenue du G-20 en Corée du Sud début novembre, la répression policière augmente à l'approche du sommet car il faut donner une bonne image du pays, les mobilisations sont plus réprimées que jamais.

Nous essayons d'organiser et de soutenir les luttes des travailleurs, dans les universités nous dénonçons les frais d'inscriptions exorbitants, nous nous battons aussi pour les droits de l'homme et ceux des homosexuels.

Article et interview par Maeve (Rouen)

RETRAITES

PAR LA GRÈVE RECONDUCTIBLE, GAGNONS LE RETRAIT DE LA RÉFORME !

Dans une situation de crise, synonyme de précarité pour une majorité de la population, le gouvernement cherche à nous imposer son plan de rigueur, avec comme mesure phare la réforme des retraites. La résistance contre ce projet de loi chez les jeunes et les salariés prend de plus en plus d'ampleur. Depuis début septembre, deux journées de grève interprofessionnelle et trois manifestations réunissant à chaque fois environ 3 millions de personnes se sont déroulées en France. Avec des cortèges jeunes qui se massifient à chaque manifestation, nous devons transformer ces journées de grève en une grève générale et reconductible qui obligera le gouvernement à céder.

LA GRÈVE SUR LES RETRAITES : UNE AFFAIRE DE JEUNES !

C'est notre avenir à court et long terme qui est violemment attaqué par cette réforme. Notre génération est peut-être même celle qui a le plus intérêt à se battre jusqu'au bout pour obtenir son retrait. Et nous avons un rôle particulier à jouer. Un mouvement d'ampleur des jeunes joue souvent le rôle d'étincelle qui met le feu aux poudres des luttes des salariés. Dans ce contexte où une grève générale est nécessaire et possible, remplir ce rôle est d'autant plus fondamental si nous voulons gagner. Mais cela implique d'avoir une stratégie précise, unitaire et tournée vers la construction de la grève.

L'UNITÉ SERT À ÊTRE PLUS FORT POUR AGIR...

La réalité des collectifs unitaires « La retraite, une affaire de jeune » est assez hétérogène, voire inexistante dans certains endroits. L'unité, comme condition de la victoire, c'est d'abord et avant tout regrouper tout ceux qui veulent agir pour gagner le retrait de la réforme. C'est notre cohésion, notre nombre qui nous rendent plus fort.

→ LES (BONNES) RAISONS DE SE BATTRE CONTRE CETTE RÉFORME

Le gouvernement cherche à imposer sa réforme des retraites en prétextant la nécessité de sauver le système à long terme... Pour les jeunes. Mais il oublie de dire qu'à partir du moment où la réforme sera passée, ce sera un million d'emplois en moins pour la jeunesse, dans une catégorie de la population où le chômage atteint 25%...

L'entrée dans la vie active se fait à 27 ans en moyenne. L'augmentation de la durée de cotisation à 41,5 années entraîne un calcul simple : nous aurons une retraite décente à 67 ans !

Enfin, les salariés se font virer à 57 ans en moyenne. Pour toucher une retraite pleine, il faudra donc finir notre vie avec des petits boulots précaires... Les mêmes avec lesquels nous commençons à travailler !

La lutte pour le retrait de la réforme concerne bien la jeunesse. Mais nos revendications ne doivent pas s'arrêter là. Nous devons nous battre pour le retour au 37,5 année de cotisation et la prise en compte des années d'études, de formation, de stage et d'inactivité forcée (chômage...) dans les années de cotisation.

L'unité des organisations est donc un moyen de massifier le mouvement, un moyen pour construire une unité plus large encore : celle de toute la jeunesse réellement en lutte. Les collectifs RAJ sont donc des outils parfois précieux mais qui doivent être rapidement dépassés au profit d'assemblées générales et de structures de mobilisation plus larges.

... ET CONSTRUIRE LA GRÈVE RECONDUCTIBLE

Un accord existe assez largement sur la nécessité d'une mobilisation contre la réforme des retraites. Mais nous avons besoin de préciser le contenu de cette mobilisation : quelles formes doit-elle prendre ?

Pour gagner le retrait de la réforme, nous ne ferons pas l'économie d'un mouvement de grève reconductible dans plusieurs secteurs qui soient à même de bloquer le pays pendant plusieurs jours.

La grève n'est pas un moyen parmi d'autres dans une mobilisation. Arrêter le travail ou les cours, c'est briser la routine quotidienne et dégager beaucoup plus de temps à la construction du mouvement. La grève, c'est aussi le moyen de lutte collective par excellence. On ne fait pas grève tout seul ! Elle pose donc la nécessité de son élargissement et de sa généralisation permanente.

En découle la nécessité de structurer une grève par des cadres propres d'auto-organisations qui permettent à chacun de contrôler et de décider démocratiquement des revendications, des rythmes et des moyens d'actions. Organiser tout au long du mouvement des AG n'est donc pas un luxe mais une nécessité ! Sans cela, il est peu probable que nous puissions gagner.

Enfin, il est nécessaire de préparer une confrontation prolongée avec le gouvernement. La victoire ne se gagnera pas avec un jour ou deux de mobilisation ! La reconduction de la grève et la détermination systématique de perspectives de mobilisation claires sont indispensables.



SOINS INFIRMIERS L'ARNAQUE DE LA RÉFORME LMD

La réforme des études infirmières, entrée en application à la rentrée 2009, prétend revaloriser la profession infirmière. Ce n'est que de la poudre aux yeux. Les infirmières nouvellement formées bénéficieront, certes, d'une augmentation salariale – cent euros mensuels en début de carrière et moins par la suite. Mais, alors que les conditions de travail se dégradent, elles perdront le bénéfice de la catégorie active soit le droit au départ à la retraite dès 55 ans ainsi qu'une annuité de cotisation retraite supplémentaire par décennie, délivrée aux professions pénibles.

Si la réforme des retraites est adoptée, l'âge légal de départ en retraite sera repoussé à 62 ans ! D'un côté on prétend faire entrer la formation à l'université dans le dispositif LMD, de l'autre sont refusés le titre de licence et tous ses avantages (accès aux masters, salaires...) au profit d'une simple reconnaissance « bac+3 grade

licence ». Un réel statut étudiant permettant l'obtention des bourses ou un logement sur critères sociaux n'est toujours pas d'actualité.

Cette réforme, en prétendant satisfaire les revendications infirmières, nées dans les années 80, de reconnaissance et d'honorabilité, vise en réalité simplement à museler la profession dans un contexte global de renforcement de l'exploitation à l'hôpital public.

UN DÉBUT DE MOBILISATION ?

Une première assemblée générale d'étudiants infirmiers d'Ile-de-France se réunit le 16 octobre, à propos de la réforme des études et du report de l'âge légal de départ en retraites. Cette rencontre doit permettre d'établir un bilan de la situation dans les Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI), de définir des revendications et des moyens d'action.

Démian (Paris)

RETRAITES : MEETING UNITAIRE JEUNES

Le collectif « La retraite une affaire de jeunes » (RAJ) a tenu un meeting à Paris le 1er octobre, réunissant près de 300 personnes.

Le collectif regroupe 25 organisations de jeunesse, syndicales, associatives et politiques, allant du NPA aux Jeunes radicaux de gauche, en passant par l'Alternative libertaire, SUD-Étudiant, la JC, le PG, l'UNEF...

Évidemment, pour qu'un tel cadre reste unitaire, il faut des compromis. Sur demande de la CGT, il n'a pas été possible de mentionner le

retraité de la réforme ! Sur celle des Jeunes socialistes et du Front de Gauche, il n'a pas été possible de dire clairement qu'il fallait la grève reconductible dans les facs et les lycées...

Qu'à cela ne tienne. Nous avancerons ces positions dans les AG, et nous pensons bien que nous convaincrions la majorité des jeunes. Au moins, le succès numérique de ce meeting nous a-t-il permis de nous renforcer sur le fond de la réforme et de vérifier une chose : les jeunes sont bien entrés dans la bagarre !

FACS ET LYCÉES BRÈVES DE RENTRÉE

SORBONNE : DES ÉCLATS SUR LA VITRINE

À la Sorbonne, on ne fait rien comme ailleurs ! Alors quand l'administration décide de faire des travaux, elle n'en parle à personne et surtout pas aux étudiants qui vont y étudier.

Par manque d'argent ou d'envie de payer pour qu'on puisse étudier dans de bonnes conditions, la présidence a dispersé les étudiants dans une dizaine de sites dans Paris, et organise des cours dans des cinémas ! Une mauvaise blague qui est censé durer plusieurs années. Une mobilisation unitaire a été lancée pour exiger des conditions d'études décentes, un accès aux bibliothèques qui pour l'instant sont fermées du fait des travaux.

NANTERRE : Y A D' L'ABUS !

À la fac de Nanterre, l'administration a décidé de fermer la salle de prêt de la bibliothèque universitaire (BU), qui comportait 165 000 ouvrages. N'ayant pas assez de place pour les recaser, elle en jette plein. Ça veut dire moins de livres dispos, et donc plus d'inégalités entre ceux qui peuvent s'en acheter et les autres, qui pâtiront directement de la baisse de l'offre de la BU. Et les conséquences pour les salariés : plus de pression, car désormais ils devront être encore plus polyvalents et gérer à la fois le prêt et le reste du travail.

LYCÉES : PREMIÈRES SECOURSSES...

Dans le 13e, il y a Tolbiac (bastion historique du gauchisme étudiant), et les lycées. Débrayage, blocage, manif sauvage... Le 23 septembre, entre 300 et 400 lycéens, venus de plusieurs bahuts (Monet, Rodin, Corvisart, Lurçat...) déboulent dans les rues de Paris. Pour une fois ce sont les lycéens de Rodin qui ont pris l'initiative, avec blocage le matin et volonté d'aller voir les autres lycéens.

Après ça, le constat est simple : un sentiment partagé de révolte, même si le discours est encore confus, retraites, réformes dans l'éducation, problèmes locaux... Tout s'additionne pour dire que c'est le moment de se bouger !

REIMS : ON SORT LE CHAMPAGNE !

Quatre militants accusés de violences sur les forces de l'ordre en novembre 2009 ont été relaxés en appel le 16 septembre.

Ils avaient été condamnés en comparution immédiate à trois mois de prison avec sursis suite à une manif de deux cents personnes contre la venue de Fillon, Péresse et Chatel sur un lycée de Reims (51). Les accusations n'étaient fondées que sur les témoignages des flics...

Depuis près d'un an, un collectif anti-répressement est en place et a permis de préparer la mobilisation pour le procès. Cette victoire est également une bonne nouvelle pour les cinq manifestants mineurs arrêtés pour les mêmes faits. Leur dossier est toujours en cours d'instruction.

ANTIRACISME

ROMS : POURQUOI TANT DE HAINE ?

Pendant tout l'été, le gouvernement a mené une véritable chasse aux Roms avec l'évacuation de plus de 440 campements. Le 4 septembre, à l'appel d'une cinquantaine d'organisations politiques, syndicales et associatives, plus de 100 000 personnes ont manifesté contre cette politique raciste.

La circulaire du 5 août de Brice Hortefeux était révélatrice. Elle visait l'évacuation des campements dits illicites, « en priorité ceux des Roms. » Cette circulaire a été énormément critiquée puisqu'elle stigmatisait une population en particulier. Une nouvelle circulaire a été réécrite afin de supprimer le caractère prioritaire, mais elle est dans la droite ligne de la précédente.

En France, les Roms sont entre 15 et 20 000, dont 40% d'enfants. Beaucoup sont issus de Roumanie et de Bulgarie. Ce sont des citoyens européens. Mais des citoyens de seconde zone, avec un statut transitoire. S'ils ont normalement le droit de circulation, en France ils ne peuvent résider plus de trois mois si leurs revenus ne sont pas supérieurs à 800 euros et s'ils n'ont pas d'assurance maladie.

Les Roms en Roumanie sont en réalité une population sédentaire, mais une des couches les plus pauvres de la population. Quand ils arrivent en France, les lois inégalitaires les condamnent aux emplois payés au noir ou à la mendicité. Les nombreuses expulsions entraînent une difficulté de scolarisation pour les enfants roms.

On voit là toute l'hypocrisie du gouvernement et la politique de l'Union européenne concernant la « libre circulation ».

Ce gouvernement mène une politique anti-sociale et tente de nous diviser en cherchant « l'ennemi intérieur » : le musulman, les Roms... Face à cette politique raciste, nous réaffirons que notre identité est internationale !

Mimosa et Killian (Aix-Marseille)

PRÉCARITÉ

L'ARNAQUE DU RSA JEUNE

En septembre 2009, Sarkozy annonçait fièrement la création du RSA jeune, supposé bénéficier à 160 000 personnes. Un an après, le chiffre des bénéficiaires potentiels tombe à quelques dizaines de milliers et le budget initial de 250 millions chute à 20 millions.

Pour bénéficier du RSA à moins de 25 ans, il faut justifier d'au moins deux ans de travail à temps plein sur les trois dernières années. On touche alors 450 euros si on est sans emploi, 215 si on gagne 500 euros par mois, dont sont déduites les aides au logement et les primes pour l'emploi.

L'enchaînement de petits boulots précaires est le lot de la plupart

des jeunes, et les périodes de stage ne sont pas comptabilisées. Même le gouvernement reconnaît que « pour beaucoup, il pourrait être difficile de rassembler tous les justificatifs des différents emplois passés ». Les rares qui y auront accès devront se soumettre à une déclaration trimestrielle de ressources (DTR) particulièrement intrusive et à un contrôle régulier auprès du Pôle Emploi ou de la mission locale.

Nous refusons cette mesure bidon. La seule solution, c'est un pré-salaire d'autonomie à hauteur du SMIC pour tous les jeunes !

Fanny et François (Toulouse)



QUI SONT LES ROMS ?

Les Roms sont une population provenant d'Inde et qui s'est installée dans le sud est de l'Europe, surtout en Roumanie et Bulgarie à partir du 13ème siècle.

En Roumanie, les Roms ont été considérés comme esclaves par la loi jusqu'en 1864. Cette population est de tout temps stigmatisée. Pendant les années du nazisme, 500 000 Roms furent exterminés, même si les livres d'histoire en parlent peu. Aujourd'hui, ils sont 10 millions en Europe, et en 2008 ils constituaient un tiers des reconduites à la frontière en France.

RETRAITES

CATASTROPHE POUR L'ASSURANCE CHÔMAGE

Depuis des mois, le gouvernement nous vend l'allongement de la durée de cotisation et le recul de l'âge légal de départ en retraite comme un moyen de combler les déficits de la CNAV (Caisse nationale d'assurance retraites).

Encore une fois, il s'agit d'une solution bidon : dans une note diffusée le 28 septembre, l'UNEDIC, organisme gestionnaire de l'assurance chômage, prévoit que cette réforme provoquera pour elle un déficit compris entre 440 et 530 millions d'euros.

Dans une situation où le chômage des seniors explose, le recul progressif de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans d'ici à 2018 provoquera un surcoût lié à l'indemnisation plus longue de chômeurs, surcoût qui ne sera pas compensé par l'augmentation parallèle des cotisations des rares seniors conservant leur emploi.

En gros, on vide une caisse de sécurité sociale pour en remplir une autre, sans résoudre le problème de l'emploi, ni pour les plus âgés ni pour les jeunes. Le but de la réforme n'est donc pas de combler les déficits mais bien de précariser toujours plus les travailleurs, jeunes ou vieux.

Fanny et Renaud (Toulouse)

FÉMINISME

MANIF POUR LE DROIT À DISPOSER DE SON CORPS

Le droit à l'avortement est une liberté fondamentale pour les femmes. La liberté de disposer de son corps permet de faire ses propres choix de vie ; c'est un pas vers l'autonomie, c'est permettre aux femmes d'exister autrement qu'en tant que mères.

Aujourd'hui encore, tous les moyens sont bons pour attaquer ce droit fondamental : recrudescence de l'ordre moral, tentatives de donner un statut à l'embryon,... Au nom de la rentabilité, Bachelot continue sa réforme de démantèlement du service public de la santé

et cette année, ce sont trois centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) en Ile-de-France qui ont déjà été fermés (Broussais, Tenon, Rostand) et un à Lyon (Hôtel Dieu).

14 200 avortements y étaient pratiqués chaque année. A eux seuls, ces trois centres assuraient un quart des IVG en Ile-de-France. Les budgets de Plannings familiaux, lieux d'accueil, de prévention et de soins notamment pour les jeunes femmes, sont également menacés.

Il faut déjà un délai de trois semaines pour avorter et tous les frais ne sont pas remboursés par la Sécu. La fermeture de ces centres constitue une entrave supplémentaire au droit à avorter. Désormais, les femmes nécessitant une IVG doivent chercher un autre centre pour les accueillir, et voient les délais d'attente s'allonger (trois semaines aujourd'hui en région parisienne). Dans ce contexte, qu'en est-il vraiment du droit à l'avortement ?

Le démantèlement des centres d'IVG est la conséquence de la libéralisation des hôpitaux, désormais soumis à une logique de rentabilité. L'IVG, considérée comme non rentable, est loin d'être une activité prioritaire. Cette restructuration a de graves conséquences pour les femmes : délais d'attente importants, non respect des tarifs réglementaires, refus de prise en charge en particulier des mineures et des étrangères sans-papiers...

Parce que l'avortement est un droit, nous demandons le maintien des structures existantes et l'ouverture de nouveaux lieux dédiés à l'IVG, pour une véritable égalité d'accès de toutes à l'IVG. Pour les jeunes femmes, le droit à l'avortement est un enjeu central. Ce sont les acquis arrachés et légués par les générations passées qui sont remis en cause petit à petit. Nous avons grandi avec ces droits mais les attaques actuelles montrent combien ils sont en danger. C'est le moment de réaffirmer le droit à disposer de notre corps.

LUTTE À L'HÔPITAL TENON

Un collectif pour la sauvegarde du centre IVG de Tenon, dans le 20ème arrondissement de Paris, s'est monté en Ile-de-France. Une lutte acharnée a permis des avancées. Et elle doit continuer. Le 16 octobre le collectif organise une projection-débat pour mobiliser plus largement sur cette question.

<http://collectifivgtenon.wordpress.com/tag/tenon>

- RETRAIT DE LA LOI BACHELOT !
- MAINTIEN DE TOUS LES CENTRES D'IVG !
- AVORTEMENT ET CONTRACEPTION LIBRES, GRATUITS ET ANONYMES !

AVORTER EST UN DROIT !
MANIF NATIONALE
LE 6 NOVEMBRE 2010 À PARIS

Léa (92 nord)

EXISTRANS POUR LES DROITS DES TRANS

Cette année, l'Existrans, marche des trans, intersexué-e-s et de celles et ceux qui les soutiennent, aura lieu le samedi 23 octobre à Paris. Pour sa treizième marche, l'Existrans interpelle le Ministère de la Santé. Dans un contexte politique de réforme, les associations LGBTI s'inquiètent quant à la continuité de la prise en charge et la considération des personnes trans et intersexué-e-s.

Bachelot, a annoncé le 16 mai 2009 la « déclassification de la transsexualité des affections psychiatriques de longue durée ». Or, cette initiative est synonyme d'un arrêt des remboursements pour les personnes trans et intersexué-e-s. L'annonce de Bachelot en 2009 n'est qu'un changement administratif, mais dans la vie quotidienne, rien ne change !

La transidentité n'est pas moins stigmatisée et les personnes trans sont toujours obligées de recourir au psychiatre pour démarrer

une transition.

Leur santé n'est jamais prise en compte. Il va de soi que dans la société capitaliste et patriarcale dans laquelle nous vivons, ne pas se reconnaître dans le genre (féminin ou masculin) qu'on nous a attribué est très mal vu. Les batailles contre la transphobie médicale et étatique sont indissociables d'un combat plus global contre les inégalités et les oppressions que génère le système. Les urgences liées aux droits des personnes trans ne doivent pas faire oublier la nécessité de faire connaître les problématiques des intersexué-e-s et de lutter à leurs côtés. Opéré-e-s à la naissance afin d'être assigné-e-s à un sexe particulier, les intersexué-e-s doivent avoir le droit de choisir et de ne pas se faire mutiler.

www.existrans.org

- DÉPATHOLOGISATION de la transidentité et retrait des listes internationales de maladies mentales !
- DÉPSYCHIATRISATION de la transidentité !
- RECONNAISSANCE de la transphobie comme discrimination !
- ACCÈS facilité au changement d'état civil, sans stérilisation forcée ;
- REMBOURSEMENT à 100% des frais médicaux de transition sans condition !
- ARRÊT DES OPÉRATIONS VIOLENTES sur les enfants visant à les assigner à un sexe mâle ou femelle !

Léa (92 nord)

DOSSIER**DE LA CRISE À LA RIGUEUR****ÇA NE FAIT QUE COMMENCER...**

À aucun moment la crise ne s'est arrêtée. Ce qui a commencé il y a trois ans s'approfondit et passe comme un rouleau-compresseur sur tout obstacle. Il y a une lignée directe entre la faillite de la bulle immobilière en 2007, la récession prolongée de 2008 après le resserrement du crédit, la vague de licenciements de 2008-2009, les interventions étatiques pour sauver les banques et « relancer » l'économie en 2009 et, maintenant, la crise prolongée de la dette de ces mêmes États.

DE L'AUSTÉRITÉ À LA RIGUEUR

Ce que les États ont tenté d'éviter en 2009 avec des plans de relance – un ralentissement de la production industrielle et une récession à l'échelle des années 30 – ils sont aujourd'hui eux-mêmes obligés de l'imposer à travers des mesures d'austérité. Pour les travailleurs après la première réponse patronale de licenciements et de chômage partiel, l'État devient l'expropriateur-en-chef des acquis sociaux. La rigueur fait des économies sur le dos des travailleurs, mais elle

replonge l'économie dans une nouvelle récession. En Grèce, la production a chuté 8,6% en juillet.

Pourquoi est-ce la solution de tous les capitalistes ? Le capitalisme contemporain a eu besoin du crédit, de la spéculation et de l'endettement dans le secteur financier pour relancer la consommation, malgré une chute des taux de profits depuis les années 70. Donc forcément, quand il y a un problème de crédit dans ce secteur, tous les vieux problèmes de profitabilité et d'investissement reviennent.

Les interventions étatiques de 2008-2009 avaient comme objectif, pour chaque État, de sauver ses propres banques et de relancer la production de ses propres entreprises. Elles ont transféré les dettes des banques en faillite sur les comptes des États.

LE POIDS DE LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

La Banque centrale européenne (BCE) tente d'imposer ce contrôle à travers un pacte de stabilité européen et une réduction arbitraire du déficit publique

des États membres de la zone euro à 3% de leur PIB. Pour y parvenir, les mesures d'austérité sont l'outil préféré des bourgeoisies nationales. Les plans sont remarquablement semblables d'un pays à un autre : baisse des salaires des fonctionnaires de plus de 5% en Grèce et dans l'État espagnol, baisse des indemnités chômage au Portugal, augmentation de l'âge de départ à la retraite partout en Europe, gel des embauches dans des secteurs importants en Grèce...

Mais la réduction du coût du travail ne résoudra pas, en soi, la crise pour les capitalistes. Le moment arrivera de relancer la profitabilité – au détriment de ce qui n'est pas rentable. Les capitalistes seront obligés de se remettre à accumuler – à investir de l'argent directement dans la production pour tenter d'augmenter leurs taux de profits. Les plans de rigueur de chaque État faciliteront ce processus dans la mesure où ils donnent un avantage à sa bourgeoisie nationale dans la concurrence.

POUR EUX COMME POUR NOUS : CE N'EST QU'UN DÉBUT !

Dans ce contexte, nous opposons, haut et fort, la voie de la résistance. La grève générale espagnole du 29 septembre, avec un taux de participation de 70%, des piquets de grève et l'auto-organisation fortement développée dans certains endroits, montre le niveau de résistance qu'il faudra dans les mois et semaines à venir pour briser la volonté des capitalistes. Contre la rigueur, nous luttons pour l'expropriation des Bettencourt et de ses homologues européens, pour le contrôle direct des travailleurs sur la production et la finance.

C'EST QUOI LA RIGUEUR ?

Dès les débuts de la Cinquième République, en 1958, De Gaulle annonce qu'il faudra de la « sévérité ». Mais dans la période de forte croissance qui suit la guerre, les politiques de rigueur ne sont que ponctuelles.

Après le choc pétrolier de 1973, le premier ministre Raymond Barre s'en fait le chantre. Mais c'est surtout dans les années 80, sous la gauche, qu'intervient le « tournant de rigueur ». Au nom de la construction européenne, de l'objectif d'une monnaie unique et de la concurrence internationale, les politiques visent désormais à limiter les dépenses de l'État et l'émission de

monnaie. Les privatisations, la casse du code du travail, les cadeaux aux entreprises, les attaques contre les retraites, le chômage et la précarité se développeront tout au long des années 1990 et 2000, jusqu'à l'éclatement de la crise actuelle.

On appelle politiques de rigueur, ou d'austérité, ces politiques où on demande à la population de payer gentiment les pots cassés. Logiquement, ce sont ceux qui provoquent les crises qui doivent les payer. Mais la rigueur n'est pas prévue pour tout le monde...

Frédéric (Créteil Université)

John (Fac Paris 7)

L'AUSTÉRITÉ EN EMBUSCADE

Dans un contexte de crise structurelle du système économique, l'objectif pour le patronat et les différents gouvernements est de la faire payer aux travailleurs et travailleuses, aux jeunes, aux femmes et aux immigrés.

On nous dit que les caisses sont vides alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses produites. En réalité, la dette publique est créée artificiellement, elle résulte de choix politiques. En France par exemple, le déficit de la sécurité sociale (23 milliards) n'est pas dû au fait que nous nous soignons trop, mais bien aux multiples exonérations (30 milliards en 2008) qui sont faites aux patrons. La dette permet aux plus riches d'être non seulement exemptés de payer, mais aussi de ramasser notre argent via le

période 2011-2012. En France, on vient de nous annoncer que ce sont 100 milliards de moins d'ici 2013 dont 40 milliards en 2011. Dans ces conditions, la réforme des retraites marque un premier pas vers une « politique d'austérité ».

DERRIÈRE LES RETRAITES, ILS CASSENT TOUT...

Au premier abord, il n'est pas évident de voir la réforme des retraites comme l'amorce d'un plan de rigueur. Présentée comme la « suite » de la réforme Fillon de 2003, elle était prévue bien avant la crise de 2008. Pourtant, plusieurs éléments montrent que l'objectif du gouvernement est de faire des économies sur notre dos.

Sarko et Woerth ne cherchent pas à sauver le système des retraites, mais bien à le couler en rendant la retraite inaccessible pour la plupart des salariés, qui devront recourir à des fonds de pension pour espérer avoir quelques thunes pour leurs vieux jours. Un

document de la commission européenne appelle à développer les systèmes de retraites par capitalisation qui sont indexés sur les cours de la bourse. La « moralisation » du capitalisme peut attendre...

Les choix de financements de la réforme sont aussi révélateurs. Plus de 90% de celui-ci seront assumés par les salariés. Les revenus financiers, eux, seront touchés à la marge. La réforme ne revient pas non plus sur les exonérations de « charges sociales » faites aux entreprises (35 milliards). Elle



reposera donc sur l'allongement de la durée de cotisation, mais aussi sur la hausse des cotisations. Dans le public, la réforme se traduira par la perte de l'équivalent d'un jour de paie par mois pour les salariés, ce qui sur l'ensemble d'une carrière représente trois ans de salaires.

De son côté, l'UNEDIC (qui indemnise les chômeurs) a indiqué que la réforme allait entraîner des centaines de millions d'euros de déficits supplémentaires, notamment du fait du nombre croissant de chômeurs qu'il faudra indemniser. Autre conséquence, l'augmentation du chômage des jeunes (un million en plus) du fait de l'allongement de la durée de cotisations : moins d'emplois seront disponibles puisque tout le monde devra travailler plus longtemps.

La réforme a donc pour conséquence de réduire les salaires, de jouer dans le sens du chômage, d'amplifier les inégalités hommes/femmes (la retraite moyenne des femmes est déjà 38% inférieure à celle des hommes), pour les travailleurs les plus précaires – qui pour la plupart n'auront pas de vrais retraites – tout en continuant à creuser le déficit d'un système que le gouvernement veut suicider. Si le patronat applaudit cette réforme, c'est qu'il est conscient qu'elle a vocation à le délester d'une dépense sociale, qui pèse sur le niveau de ses profits.

Le gouvernement compte ensuite s'attaquer à la sécurité sociale : de plus en plus de médicaments non remboursés, des hausses de tarifs hospitaliers... Gagner sur les retraites, cela signifiera aussi freiner les réformes que le gouvernement cache dans ses cartons. Ne laissons rien passer !

Elsa (St Denis) et Hichem (Paris)

CASSE DU SERVICE PUBLIC

Au Portugal, le plan d'austérité prévoit le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. En France, cette politique se poursuit. Le budget 2011 prévoit 31 000 suppressions de postes (dont 16 000 dans l'Éducation). Parmi les conséquences de ces mesures, la fermeture de centres d'IVG, un recul concret pour le droit des femmes (voir p.9)

remboursement des États (intérêts de la « dette », les prêts accordés à l'État ; plan de sauvetage des banques...).

Les gouvernements d'Europe appliquent des plans d'austérité. Il s'agit pour eux que « l'on se serre la ceinture » pendant que les patrons s'en mettent toujours plus les poches. C'est bien un choix politique et social, un choix de répartition des richesses. Baisse drastique des dépenses publiques, gel et baisse des salaires, privatisations, casse du service public (notamment de l'Éducation), sont les mots d'ordre de la rigueur.

En Allemagne, 80 milliards d'euros de plans d'économies d'ici quatre ans ; dans l'État Espagnol, 50 milliards d'économies budgétaires d'ici 2013 ; en Italie, 24 milliards supprimés pour les dépenses publiques sur la

BAISSE DES SALAIRES

En Europe, les gouvernements baissent les salaires, notamment dans la fonction publique (État espagnol, Roumanie, Grèce...). En France, le gel des salaires dans le secteur public allié à une hausse des cotisations va conduire à une baisse mécanique des salaires (3 500 € en 10 ans).

LES ROUAGES DE LA RIGUEUR

Partout en Europe et dans le monde, les attaques contre nos droits sont liées à la crise économique, qui a ébranlée le capitalisme dans ses fondements. Les capitalistes poursuivent leurs tentatives de réguler leur système, alors que la crise évolue et prend une nouvelle forme, celle de la dette publique.

DE LA CRISE FINANCIÈRE À LA CRISE DE LA DETTE PUBLIQUE :

La crise du capitalisme que nous traversons est structurelle, c'est-à-dire qu'elle est liée au fonctionnement du système lui-même. Cela s'explique par une suraccumulation de capital : une production de marchandises en trop grande quantité. Elles ne trouvent pas de débouchés à cause de la contradiction entre l'augmentation constante de la capacité de production et la stagnation du pouvoir d'achat.

Mais cette crise n'est pas qu'un simple soubresaut. C'est tout un système de domination qui est remis en cause : la mondialisation, la surexploitation, la spéculation financière sans limite, la crise écologique ont enrayé le système. La capacité du capitalisme mondial à réaliser un profit élevé en inondant la planète d'une masse de marchandise est remise en cause.

La crise des subprimes n'était que l'étincelle de la crise. À ce moment, les banques et les bourses se sont effondrées en créant une panique généralisée des marchés financiers et des capitalistes.

La crise a touché l'ensemble des pays du monde, notamment en Europe où plusieurs institutions financières ont été gravement atteintes et ont été sauvées in extremis par l'intervention des États et des banques centrales. La société Natixis a ainsi vu sa valeur boursière baisser de 95% et passer sous le seuil de un euro, le Crédit Agricole a déprécié la valeur de son capital de 3 milliards d'euros...

Dans cette situation, les États se devaient d'intervenir pour éviter la faillite globale du système. C'est ce qu'ils ont fait en prêtant des milliards d'euros aux banques et en garantissant la solvabilité des titres, à grand apport d'argent. À l'échelle européenne, c'est plus de 750 milliards d'euros qui ont été consacrés au sauvetage



des banques. Les États les ont renflouées sans s'assurer d'être remboursés, leur accordant même des prêts à taux zéro. Ces mêmes banques continuaient alors à prêter de l'argent aux différents États avec des taux d'intérêts exorbitants.

Les États finançant une grande partie de leur budget par l'emprunt, la dette des banques s'est ainsi reportée sur eux. Ils pâtissent aussi de la baisse du taux de profit. La dette des États est donc le fruit des politiques économiques qui ont favorisé les banques et les capitalistes. On en voit aujourd'hui les conséquences dramatiques. C'est d'autant plus scandaleux que ces mêmes banques qui ont été sauvées spéculent aujourd'hui sur les dettes publiques, à partir d'un système de notation.

Ce système indique une certaine fiabilité ou une défaillance d'un État. S'il est « mal noté » les taux d'intérêts augmentent. La Grèce et l'État espagnol, qui ne font pas partie des « bons élèves », ont ainsi dû subir une hausse des taux d'intérêts. Les États non solvables auprès des Banques Centrales et ceux qui sont menacés de ne plus l'être sont ainsi contraints d'appliquer une cure d'austérité à leur population.

LE RÔLE DU FMI

À l'issue de la seconde guerre mondiale, les États ont créé des institutions para-étatiques pour garantir la stabilité du système monétaire international. Il s'agissait d'éviter ou de limiter l'impact d'une crise similaire à la Grande Dépression de 1929. Le Fonds monétaire international a été créé en juillet 1944 dans cet objectif. Cent quatre-vingt-quatre États en sont aujourd'hui membres. Cette organisation est à l'image des capitalistes qui l'ont créée. Son objectif, dans le contexte actuel, est de limiter les dégâts de la crise et de rétablir les taux de profit. Le FMI fait appliquer des Plans d'ajustement structurels (PAS). Lorsqu'un État est surendetté, le FMI lui propose de racheter sa dette s'il applique la politique souhaitée : briser les droits des travailleurs et mettre en pièce les services publics. Ces plans permettent au FMI de dicter aux États ciblés les politiques économiques qui assurent coûte que coûte le paiement de la dette extérieure.

LA SOLUTION DES CAPITALISTES : DÉTRUIRE NOS DROITS !

Les institutions para-étatiques des capitalistes s'appuient sur la théorie néolibérale pour relancer l'économie. Contrairement au libéralisme classique, elles ne voient pas la concurrence comme le cours naturel des choses, mais comme un principe qu'il faut mettre en place pour augmenter le taux de profits. Dans la pensée néolibérale, l'État qui était « veilleur de nuit »



chez les libéraux, devient clairement un outil pour imposer la norme du système : la concurrence. Ce qui se traduit par la déréglementation du marché du travail, l'ouverture des services publics aux fonds privés...

Cela a des conséquences directes : la privatisation de la fonction publique, le gel des salaires des fonctionnaires, la hausse des impôts pour les salariés, la déréglementation des licenciements, la précarisation des jeunes... Ces mesures que nous rencontrons un peu partout en Europe, ne sont pas le fruit du hasard et ne servent pas à sauver les États, mais bien les banques qui possèdent les titres des États. Cet endettement représente près de 800 milliards de dollars de « produits toxiques ». Le 10 mai 2010, un banquier britannique avait trouvé la bonne formule : « Il est plus facile de vendre tel plan en disant qu'il doit servir à sauver la Grèce, l'Espagne et le Portugal, que d'avouer qu'il doit d'abord sauver et aider les banques ».

Mais ces plans qui commencent à toucher l'Europe occidentale, dont la France, on été testés auparavant sur des pays « de moindre importance » pour les capitalistes. Par exemple dès 2008 les salaires des fonctionnaires hongrois ont été gelés et le treizième mois supprimé. En Lettonie, les salaires des enseignants ont été diminués de moitié. Malgré le mécontentement populaire, les États ont maintenus leurs réformes. Pour les capitalistes, le bilan est largement positif. Ils s'empressent de faire appliquer ces politiques partout en Europe, par des attaques coordonnées contre les salaires, les retraites ou en augmentant les impôts. La couleur politique du gouvernement en place compte peu.

LE BILAN DE LEUR POLITIQUE EN GRÈCE

Au printemps 2010, la crise touche de plein fouet la Grèce. Le 23 avril, le gouvernement fait appel au FMI, qui accorde le 2 mai un prêt de 110 milliards d'euros avec un taux d'intérêt à 5%, dont 80 milliards provenant des États européens.

C'est un formidable système de passe-passe qui se met en

place. Les banques empruntent à un taux de 1% à la Banque centrale européenne (BCE). Elles prêtent cet argent à un taux de 3% aux États européens. Ces derniers prêtent à un taux de 5% à la Grèce ! La France, par exemple, gagnera donc près de 150 millions d'euros par ans en se faisant rembourser. Mais ce sont surtout les banques qui vont toucher le gros lot.

En contrepartie de ces prêts, des mesures doivent être mises en place sous la surveillance des établissements financiers : le gel des salaires, la suppression des treizième et quatorzième mois dans la fonction publique, une hausse de la TVA de 19 à 23%... Les retraites sont remises en cause, comme partout en Europe. Les travailleurs grecs vont voir leurs durée de cotisation augmenter de 2 à 7 ans, et leurs pensions ne seront plus calculées sur les derniers mois de carrière mais sur son ensemble, ce qui pénalisera plus encore les travailleurs.

La crise grecque risque de se répéter dans les pays dits « fragiles ». Dernièrement, la BCE a pris la décision d'ouvrir le marché de la dette publique aux Banques centrales étatiques, ce qui accompagne les politiques d'austérité.

En sauvant les banques, les organisations para-étatiques internationales dictent aux États les politiques de rigueur. Il ne s'agit pas d'erreurs mais bien de la nature même de ces institutions. Les États ne sont pas des arbitres neutres mais les outils des capitalistes pour asseoir leur domination sur le reste de la population. On n'a jamais vu des policiers arrêter un patron pour licenciement, par contre des ouvriers en grève contre leurs licenciements, oui ! Ces organismes internationaux ont été créés à l'image des États qui leur ont donné naissance. Pour sortir de la situation actuelle, il ne s'agit pas de proposer des institutions plus juste ou plus égalitaires, puisque leur fonction est d'opprimer notre classe sociale. C'est pour cela que se pose la nécessité de sortir de ce système !

Vanessa et Herman Krebs (92Nord)

1984-85, GRANDE-BRETAGNE

LE BRAS DE FER ENTRE THATCHER ET LES MINEURS

On compare parfois la politique réactionnaire de Sarkozy à celles de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne au début des années 1980. La grève des mineurs Anglais de 1984-85 a été une défaite, mais aussi un tournant majeur de la lutte des classes dans le pays, dont on peut tirer de nombreux enseignements pour nos luttes en France.

LES MINEURS ANGLAIS, UN SECTEUR TRÈS COMBATIF

En 1984, les 200 000 mineurs britanniques forment l'un des secteurs les plus combatifs du pays. Leur syndicat unique, la National Union of Mineworkers, est divisé entre une aile « droite » liée au Parti travailliste, et une aile « gauche » liée au Parti communiste et à la gauche du Labour party. Elle prend la direction du syndicat en 1981.

Des traditions de combativité existent depuis le 19^{ème} siècle et tout au long du 20^{ème} siècle, des grèves très radicales ont lieu périodiquement dans ce secteur primordial de l'économie.

En 1972 et 1974, les mineurs gagnent des grèves nationales très dures sur les revendications salariales, avec paralysie totale de la production, affrontements victorieux avec la police, jonction avec d'autres secteurs et une solidarité ouvrière qui permet de rémunérer les ouvriers qui tiennent les piquets.

LA GRÈVE DE 1984-85, UN AFFRONTEMENT CENTRAL

Margaret Thatcher prend le contrôle du parti conservateur en 1975, et réfléchit dès lors à comment mater les mineurs en cas de grève dure : avoir des stocks de charbons, équiper et former la police, recruter des informateurs parmi les permanents syndicaux, recruter à l'avance des routiers non syndiqués...

Thatcher remporte les législatives en 1979, et lance des privatisations et restructurations industrielles. L'objectif est de faire exploser le chômage pour exercer une pression sur les salariés.



Entre fin 1979 et fin 1980, on passe de 1,3 à 2,1 millions de chômeurs !

En 1980, Thatcher fait interdire les « piquets volants », pratique qui consiste à ce que des grévistes aillent faire un piquet de grève devant les mines qui ne sont pas encore mobilisées. En 1982, elle proscrie les grèves « de solidarité ». En 1983, le gouvernement a profité de la récession pour accumuler des stocks de charbon et se sent prêt à imposer la fermeture des mines non rentables.

La grève éclate le 5 mars 1984 dans le Yorkshire et en Écosse, et s'étend rapidement. Le blocage est presque total, la police est prise de vitesse. Mais des divisions profondes apparaissent rapidement avec les puits qui ne sont pas directement menacés par la fermetures. Beaucoup arrêtent la grève.

Les cheminots et camionneurs syndiqués refusent de transporter le charbon, mais le recours massif à des chauffeurs non syndiqués limite l'efficacité du soutien. Les mineurs sont isolés dans leur lutte, mais la solidarité financière des travailleurs est très importante ce qui leur permettra de tenir pendant un an.

Du 23 mai au 18 juin 1984 sur le site sidérurgique d'Orgreave, 10 000 travailleurs s'affrontent à un millier de policiers, et tentent en vain de s'opposer aux entrées et sorties des camions. La grève se poursuit de façon majoritaire, mais avec peu d'espoirs de succès. En mars, une conférence syndicale exceptionnelle appelle à la fin de la grève, sans consulter

les mineurs. Une minorité de grévistes crie à la trahison, mais tous reprennent le travail. Les mineurs sont meurtris, mais ils refusent majoritairement d'admettre qu'ils ont subi une défaite.

La répression aura été féroce et massive : 11 291 militants arrêtés, 8 392 condamnés dont 200 emprisonnés, 7 000 blessés, 500 licenciés...

LES LEÇONS D'UNE DÉFAITE

La situation des mineurs en 1985 est très difficile. Leurs poids économique a baissé et le gouvernement est mieux préparé. La direction du Trade Union Congress (TUC) regroupant l'ensemble des syndicats britanniques, ne leur a apporté qu'un soutien verbal. Quand la situation était mure pour une extension de la grève, les dirigeants du TUC ont éloigné la perspective d'une grève générale en se soumettant à la loi interdisant les grèves de solidarité.

Une force des mineurs aura été leur syndicat unifié. Arthur Scargill, son dirigeant, était un militant sincère mais il a commis des erreurs très importantes. Il croyait et fit croire aux mineurs qu'ils pourraient gagner seuls. Il déclara même en juillet 1984 : « La grève des dockers est la grève des mineurs ». Il organisa les piquets volants en direction des mineurs non grévistes sans réellement chercher à les convaincre, et n'organisa aucune assemblée générale.

En France, aujourd'hui, Sarkozy cherche à s'appuyer sur les principales directions syndicales en les « mouillant » dans l'élaboration de ses réformes. Sa stratégie n'est pas encore celle de l'écrasement. Si la lutte pour les retraites perdait, ce serait évidemment encore plus difficile, à l'avenir, pour convaincre qu'il est possible de gagner par la lutte. Mais il ne s'agirait pas de la défaite historique qu'ont connu les mineurs et la classe ouvrière au Royaume-Uni. Cependant, il faudra toujours être prêts à un durcissement du pouvoir.

Dans la continuité du film *Indigènes*, le nouveau film de Rachid Bouchareb expose la lutte de libération algérienne à travers l'histoire d'une famille. Expulsée de ses terres, cédées à des colons français avec l'appui des autorités coloniales, elle sera déchirée par la mort du père pendant les émeutes de Sétif le 8 mai 1945 (10 000 mort du côté algérien, 102 du côté européen).

Le sujet principal du film est, à travers l'histoire des trois fils, la lutte du FLN du côté des Algériens immigrés en France. On traverse avec eux l'histoire de la libération algérienne de



HORS LA LOI DE RACHID BOUCHARÉB

1954 à 1962. On pourra y voir à la fois la misère des immigrés entassés dans des bidonvilles et la répression féroce de l'État français envers les indépendantistes algériens.

On touche du doigt les débats internes à la lutte de libération nationale et notamment aux divergences entre le FLN, Front de libération national, prônant la lutte armée et le MNA, Mouvement national algérien, voulant passer par la voie électorale. Les trois frères connaissent des destins différents. L'aîné a fait la guerre d'Indochine et rejoindra son frère dans la lutte indépendantiste. Le deuxième intègre la direction du FLN pendant son séjour en prison. Le troisième tente de s'intégrer à la société française en gagnant de l'argent, d'abord en tant que proxénète, puis en organisant des combats de boxes.

L'évolution de la politique du FLN, le durcissement de ses actions, le terrorisme, mais aussi la présence d'alliés français « d'origine » sont filmés par la caméra de Rachid

Bouchareb. Il montre aussi qu'un soutien existait dans la population locale, émanant notamment de militants communistes.

Ce film est une saga familiale romancée, rendant les personnages attachant et permettant d'approcher leur psychologie. Mais il s'appuie sur des faits réels et des images d'archives. C'est bien pour cela qu'il a suscité tant de polémiques en France. Les nostalgiques de l'Algérie française n'admettent toujours pas que l'on manque de respect aux soldats français morts en Algérie en 1945 ou pendant la guerre de libération. En mai dernier, à Cannes, des députés UMP ont même organisé une manifestation de six cents personnes contre la projection du film.

Ce film, au-delà de la polémique qu'il a suscité, ouvre donc des débats sur la décolonisation algérienne, les méthodes radicale pratiquées par le FLN ainsi que sur la répression de l'Etat français.

Alban (Le Mans)

LE NATIONALISME ALGÉRIEN ET LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE

Dès les années 1930, plusieurs tendances s'expriment au sein du nationalisme algérien. Pour simplifier : les partisans d'une solution négociée avec le gouvernement français et ceux de l'indépendance passant par la lutte armée.

Malgré les arrestations dans le rang de l'Étoile nord africaine et sa dissolution, il y'avait en 1945 un espoir d'indépendance du côté algérien, très vite déçu après les massacres du 8 mai 1945 et la neutralisation de la direction du mouvement national.

En 1950 il ya trois tendances au sein du mouvement pour le Triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Une tendance dite centraliste, qui veut essayer de négocier avec le gouvernement français vers l'indépendance et qui s'oppose à Messali Hadj qui s'appuie sur une légitimité historique, et un petit groupe d'activistes qui se détache du MTLD et fonde le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA). Ces militants qu'on surnommera plus tard les enfants de la Toussaint déclenchent l'insurrection en novembre 1954 et fondent tout de suite après

le Front de libération national (FLN). Messali dépassé par les événements refuse de se fondre dans le FLN. Il crée le MNA, Mouvement national algérien. La lutte pour l'hégémonie sur le peuple algérien et sur le mouvement d'indépendance était sanglante, elle conduit à la mort du MNA.

La guerre d'Algérie prend place dans le mouvement de décolonisation. Elle s'inscrit dans le cadre du combat anti-impérialiste. Pour des raisons assez complexes, la France n'a reconnu qu'il s'agissait d'une guerre qu'en 1999, sous la présidence de Jacques Chirac. Toutefois, dans les textes législatifs notamment, l'expression officielle consacrée continue d'être les événements d'Algérie. Ce fait constitue une exception française et demeure unique dans l'histoire contemporaine. Cette guerre s'achève sur la proclamation de l'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962 et sur l'exode des pieds noirs (au nombre d'un million).

BMA (Le Mans)

Le JOURNAL INTIME de...

BENJAMIN LANCAR

PRÉSIDENT DES JEUNES POP'

Cher journal,

Cette fois j'en suis sûr, c'est évident, enfin la gloire frappe à ma porte, c'est la plus grande nouvelle de ma vie depuis mon admission à HEC et mon accession à la tête des Jeunes populaires, je suis enfin reconnu à ma juste valeur, je suis comme Monsieur Sarkozy : je suis la cible d'un complot national visant à me décrédibiliser !

Déjà, ce matin, dans la rue, des gens m'ont reconnu. Ils ont commencé à chanter « Tous ceux qui veulent changer le monde »... Ce n'est qu'après que j'ai compris qu'ils se moquaient de moi. Résultat, j'ai eu la chanson dans la tête toute la journée. Mais comme je l'ai dit à propos du lipdub, les moqueries c'est pas grave, tant qu'on parle de nous...

Peu de gens étaient d'accord avec moi là-dessus aux Jeunes Pop'. Après toute la campagne de foutage de gueule contre nous, ils ont essayé de me faire dégager. Mais j'ai été réélu à 76%. Presque un score chiraquien ! La dernière fois, la direction de l'UMP était intervenue pour me faire gagner. Là, je n'ai eu qu'à empêcher les autres de faire campagne. Aucun financement pour se déplacer en province, aucun débat... Bon, ils ont bien failli réussir à se faire connaître grâce à internet. Mais dès que quelque chose était écrit sur moi, je portais plainte pour diffamation. Ça calme tout de suite !

Maintenant, tous les journalistes disent que j'ai été réélu avec des méthodes anti-démocratiques.

Me dire ça à moi ! Le fondateur de l'UMP HEC et de l'UMP Grandes écoles !

Moi qui, sans jamais avoir mis les pieds dans une fac de pauvre, suis le premier à dénoncer les blocages qui prennent en otage l'université et les étudiants !

De toutes façons, les médias sont tous manipulés par la gauche socialo-communiste et les trotskystes de Mediapart. C'est ce que rappelaient le Figaro, l'Express, le Point, les Échos, la Tribune, TF1, RTL, Europe 1, France Inter, France Télévision, le Parisien, France Soir, 20 minutes, Métro, Direct Matin, BFM, LCI, I-Télé et d'autres : tous les médias en France, sauf eux, sont contre Monsieur Sarkozy. Et contre moi aussi. À tel point que beaucoup ne parlent même pas de moi ! Quand même ! Je suis conseiller régional d'Ile de France et je suis le futur maire du 10ème arrondissement. Enfin, si j'arrache la mairie aux socialistes. Ce qui n'est pas gagné, vu que cette fois la direction de l'UMP ne pourra peut-être pas intervenir.

Bref, les gens m'en veulent. Les médias racontent que nous gonflons les chiffres des Jeunes Pop'. Officiellement, nous sommes 30 000 adhérents. Dans Le Monde magazine, j'ai déclaré que nous payions 10 euros de cotisation par an, et que notre budget était de 270 000 euros... Du coup, certains ont fait le calcul et se sont rendus compte qu'il manquait 30 000 euros. Vous allez voir qu'on va m'accuser de détourner l'argent ! Enfin, au moins, on parlera de moi !

Je me suis encore ridiculisé en



déclarant que 70% des jeunes étaient favorables à la réforme des retraites. En fait j'avais mal lu le sondage, c'était l'inverse... Mais ça m'étonne. Les jeunes que je fréquente, que ce soit mes amis de HEC, les Jeunes pop' des différentes régions ou les anciens élèves du lycée Condorcet – un lycée populaire comme je l'explique souvent dans les interviews – ils sont tous pour la réforme !

C'est mon credo : les jeunes qui bougent ont changé de camp. Ce ne sont plus des contestataires soixante-huitards, mais des sarkozystes fougueux. Personne ne veut me croire, notamment pas les jeunes qu'on voit dans les manifs ou dans les syndicats étudiants...

C'est bien la preuve que tout le monde complotait contre moi.

